



Perspectives chinoises

2014/2 | 2014
Espaces urbains contestés

Urbanisation, gouvernements locaux et activisme communautaire dans le delta de la rivière des Perles.

Le cas d'un conflit foncier à Dongguan.

Iam-chong Ip

Traducteur : Raphaël Jacquet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6849>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2014

Pagination : 57-65

ISBN : 1021-9013

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Iam-chong Ip, « Urbanisation, gouvernements locaux et activisme communautaire dans le delta de la rivière des Perles. », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2014/2 | 2014, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6849>

Urbanisation, gouvernements locaux et activisme communautaire dans le delta de la rivière des Perles

Le cas d'un conflit foncier à Dongguan

LIAM-CHONG IP

RÉSUMÉ: Alors que les recherches sur « l'urbanisation menée par l'État » mettent en lumière le rôle central du pouvoir de l'État dans le processus urbain, la notion de « corporatisme institutionnel/de village au niveau local » se focalise sur les intérêts des gouvernements locaux et des collectivités rurales dans le développement économique et dans la croissance urbaine, notamment dans la région du delta de la rivière des Perles. Toutefois, ces deux approches négligent les formes multiples de collectivités – systèmes fonciers communaux, clans locaux et territoires caractérisés par la prédominance de religions populaires – et leur participation au processus urbain. Cet article utilise une approche plus structurelle en considérant le « processus urbain » comme la réorganisation socio-spatiale du « collectif » dans les relations de production socio-spatiales capitalistes. L'étude ethnographique que j'ai menée dans le village Z à Dongguan montre que la prolétarianisation ne fait pas seulement partie intégrante du processus urbain, mais qu'elle constitue aussi le contexte dans lequel se forgent les imaginaires communautaires et certaines formes d'activisme. Les collectivités locales ne partagent pas nécessairement les intérêts ni les valeurs de l'État développementaliste mais font obstacle à tous les échelons des gouvernements locaux et perpétuent ainsi les contestations sur les espaces urbains.

MOTS-CLÉS : activisme, collectivités, prolétarianisation, urbanisation, espace urbain.

Les spécialistes des villes chinoises s'accordent à reconnaître le rôle central du gouvernement local dans le processus d'urbanisation en Chine ces dernières décennies⁽¹⁾. Étant donné la continuité de l'héritage étatique et socialiste dans le système foncier et dans la gouvernance politique, le gouvernement local joue un rôle moteur dans l'aménagement de quartiers entiers, dans les expropriations et même dans le logement des résidents. Si l'argument d'une « urbanisation menée par l'État » met à juste titre en lumière le pouvoir de celui-ci, il est toutefois important de prendre également en compte le rôle actif joué par la société⁽²⁾. D'autres experts ont mis en valeur les localités, notamment le gouvernement local et les communautés rurales, qu'ils considèrent comme des dispositifs institutionnels permettant d'encourager et de soutenir la croissance urbaine⁽³⁾. Même s'il est fort probable que le corporatisme institutionnel au niveau local soit à même de favoriser la croissance économique et l'urbanisation, l'inverse n'est pas nécessairement vrai. Il est en effet important de souligner les conflits et les séparations entre les gouvernements locaux et leurs administrés⁽⁴⁾. L'objectif de cet article est de rendre compte, sous un angle politico-économique, des formes multiples de collectivité (système foncier communal, clans locaux, territoires caractérisés par la prédominance de religions populaires) et de leur contribution à l'urbanisation dans le delta de la rivière des Perles.

Dans cet article, le terme d'urbanisation ne fait pas référence à la simple aggrégation de populations ou d'activités économiques, ni même à la trans-

formation d'un village administratif en une communauté résidentielle (*cun-gaiju*), mais au « processus urbain » au sens politique du terme. Cette étude, qui s'inspire des approches critiques de la sociologie urbaine tout en les revisitant, envisage le « processus urbain » dans le delta de la rivière des Perles comme une réorganisation sociale et une contestation « collective » dans les relations socio-spatiales de production capitalistes⁽⁵⁾. La périurbanisation

J'aimerais remercier Bettina Gransow-van Treeck et les deux lecteurs anonymes pour leurs précieux commentaires et suggestions qui m'ont permis d'améliorer cet article.

1. Kam Wing Chan, *Cities and Invisible Walls: Reinterpreting Urbanisation in Post-1949 China*, Londres, Oxford University Press, 1994 ; Jianfa Shen, Kwan-yiu Wong et Zhiqiang Feng, « State-Sponsored and Spontaneous Urbanisation in the Pearl River Delta of South China, 1980-1998 », *Urban Geography*, vol. 23, n° 7, 2002, p. 674-694 ; Ying Xu, Bo-sin Tang et Edwin H. W. Chan, « State-led Land Requisition and Transformation of Rural Villages in Transitional China », *Habitat International*, vol. 35, n° 1, 2011, p. 57-65.
2. You-tien Hsing, *The Great Urban Transformation: Politics of Land and Property in China*, Oxford, Oxford University Press, 2010, p. 15.
3. Jean C. Oi, « Fiscal Reform and the Economic Foundations of Local State Corporatism in China », *World Politics*, vol. 45, n° 1, 1992, p. 99-126 ; Him Chung et Jonathan Unger, « Le modèle d'urbanisation du Guangdong : terres collectives et émergence d'une nouvelle classe moyenne dans les villages », *Perspectives chinoises*, vol. 2013/3, 2013, p. 35-44.
4. Minxin Pei et Xueliang Ding ont remarqué il y a longtemps que, en l'absence de démocratie formelle et d'un système de contre-pouvoir, la réforme économique « gradualiste » et la localisation du pouvoir économique en Chine aboutissent souvent à des « gouvernements décentralisés prédateurs » qui détournent la propriété et les ressources publiques. Minxin Pei, *China's Trapped Transition: The Limits of Developmental Autocracy*, Cambridge, Harvard University Press, 2006. Xueliang Ding, « The Illicit Asset Stripping of Chinese State Firms », *The China Journal*, n° 43, 2000, p. 1-28.
5. Manuel Castells, « Theory and Ideology in Urban Sociology », in C. Pickvance (éd.), *Urban Sociology: Critical Essays*, Londres, Methuen, 1976, p. 60-84.

au niveau du village est moins perçue comme l'aboutissement fonctionnel de la logique capitaliste que comme l'émergence d'un « surdéterminisme géographique de la dépossession et des possibles »⁽⁶⁾. En d'autres termes, alors que les gouvernements locaux mobilisent activement leurs ressources pour redéfinir, étendre et consolider leur territoire urbain et leurs fonctions économiques, d'autres acteurs sociaux s'engagent aussi consciemment dans des luttes concernant des territoires physiques ou imaginés⁽⁷⁾. Ces acteurs institutionnels et non institutionnels interagissent pour constituer la dynamique socio-spatiale, c'est-à-dire la « géographie surdéterminée ». Non seulement cette interaction aboutit à l'accumulation de capital dans un nouvel environnement urbain, résultat de l'expropriation des paysans des terres collectives, mais elle recrée aussi les conditions d'émergence d'un nouvel imaginaire et d'une nouvelle pratique communautaires. Dans cette étude qui porte sur la périphérie de la région métropolitaine du delta de la rivière des Perles, j'avancerai que la dynamique entre la restructuration des classes, l'imaginaire communautaire et les formes fragmentaires d'activisme fait partie intégrante du processus urbain mené par l'État dans le Guangdong. Ce processus n'est pas seulement un conflit d'intérêts entre un État prédateur et la population ; chacun se forge un rôle, bien qu'opposé, dans le processus urbain capitaliste. Les cadres de villages, en collaboration avec les gouvernements des cantons et des villes, jouent le rôle de propriétaires, courtiers, planificateurs et bâtisseurs, s'aliénant de la vie du village et exerçant à distance leur pouvoir sur la communauté. La plupart des villageois, bien conscients du fait qu'ils ont peu d'influence sur leur destin et sur celui de leur communauté, se trouvent pris d'assaut par une urbanisation encouragée par l'État et le développement capitaliste. Leur résistance à la prolétarianisation va de pair avec leur volonté de revendiquer leurs droits sur leur territoire.

Les données présentées ici sont tirées essentiellement d'enquêtes ethnographiques menées entre 2005 et 2007 dans le village Z de Dongguan, région industrielle du delta de la rivière des Perles surnommée « l'usine du monde », avec un suivi jusqu'en 2013. Parallèlement aux entretiens menés avec des habitants de tous niveaux sociaux, y compris des entrepreneurs et des cadres, et à d'innombrables conversations informelles, j'ai également participé à diverses célébrations, banquets de mariage, concours de danse du lion, et même à une assemblée électorale⁽⁸⁾.

Dans cet article, je présenterai d'abord le contexte urbain du village Z avant d'analyser le processus de restructuration des relations de classe en me concentrant tout particulièrement sur la prolétarianisation et l'essor des élites dirigeantes depuis une trentaine d'années. Je montrerai que cette évolution a abouti au développement d'imaginaires et de pratiques communautaires, surtout dans la résistance à certains projets d'urbanisation défendus par l'État et dans les luttes électorales. Pour conclure, je verrai comment ces observations nous permettent de mieux comprendre les espaces urbains contestés dans la Chine contemporaine.

L'urbanisation du delta de la rivière des Perles

Dongguan, située à la pointe méridionale de la province du Guangdong et dans le quart sud-est du delta de la rivière des Perles, est connue pour être une terre d'émigration vers Hong Kong dès l'époque maoïste. L'industrialisation rapide de Dongguan depuis le début des années 1980 fut, dans un premier temps, initiée par le retour des Chinois d'Outre-mer qui ouvrirent des usines en sous-traitance pour des sociétés de Hong Kong et de Taiwan. À la fin des années 1990, les joint-ventures et entreprises à capitaux étran-

gers faisaient de Dongguan le deuxième exportateur du delta de la rivière des Perles et l'un des « quatre dragons du Guangdong » (Dongguan, Nanhai, Shunde et Panyu)⁽⁹⁾.

Malgré un afflux considérable de capital et de main-d'œuvre, la croissance démographique à Dongguan depuis 30 ans est si faible que la communauté locale a en fait régressé au sens démographique du terme. Selon les statistiques officielles, le nombre de travailleurs migrants à Dongguan dépasse la population locale depuis la fin des années 1990 : 3,95 millions de migrants en 2011 pour 1,85 millions de résidents locaux⁽¹⁰⁾. Un autre changement remarquable fut la réduction rapide de la surface arable qui est passée de 0,48 million d'hectares en 1978 à 0,23 million d'hectares en 2010⁽¹¹⁾. La propriété collective et l'usage agricole des terres ont, ces 30 dernières années, rapidement laissé place à l'urbanisation et à l'industrialisation après que les terres collectives sont devenues propriété de l'État.

Néanmoins la complexité sociale amenée par la modernisation ne saurait se traduire par un modèle aussi schématique. Si je partage l'avis de certains chercheurs concernant la relative popularité du modèle corporatiste dans l'urbanisation du Guangdong⁽¹²⁾, modèle selon lequel les collectivités rurales ont une part significative dans le développement urbain et économique, je ne crois pas que ce soit le cas partout, y compris dans la région du delta de la rivière des Perles. L'étude de cas présentée ici dévoile un tout autre scénario marqué par la polarisation des classes, les conflits sociaux et les tensions morales, et révèle certaines dimensions du processus urbain qui ont été ignorées dans les recherches menées jusqu'à aujourd'hui. Bien que certains villageois aient accumulé de la richesse et soient satisfaits de leur nouveau mode de vie urbain, la plupart éprouvent un sentiment de perte et de privation lié au processus de prolétarianisation. Ce fut également ma première impression lors de mon terrain de 2005, alors qu'un conflit foncier continuait de diviser le village Z, une communauté de village administratif d'une surface de 3,2 km² située dans le canton S à la périphérie nord de la ville de Dongguan⁽¹³⁾. Même si le village Z est classé comme « rural » par l'administration, son urbanisation remonte à la fin des années 1980, lorsque les processus d'industrialisation, d'expropriation et de prolétarianisation ont été engagés. Le développement socio-spatial du village Z est donc depuis longtemps un exemple de la grande mutation urbaine de la région du delta de la rivière des Perles.

Le village Z : une nouvelle société industrielle

Le village Z était un village administratif (*xingzhengcun*), équivalent à une brigade de production à l'époque maoïste, comprenant 11 groupes de villageois (*cunmin xiaozu*) ou équipes de production (*shengchandu*). La com-

- Neil Brenner, David J. Madden et David Wachsmuth, « Assemblage Urbanism and the Challenges of Critical Urban Theory », *City*, vol. 15, n° 2, 2011, p. 225-240 ; Ananya Roy, « The 21st-Century Metropolis: New Geographies of Theory », *Regional Studies*, vol. 43, n° 6, 2009, p. 819-830.
- You-tien Hsing, *The Great Urban Transformation*, op. cit., p. 7-15.
- La plus grande faiblesse de ma recherche sur le terrain est le manque de représentation des femmes. Les histoires sont le plus souvent racontées du point de vue d'informateurs masculins parce que les femmes étaient trop timides pour s'entretenir avec moi en privé et restaient la plupart du temps silencieuses en présence de leur mari ou de leur père.
- Bureau des statistiques de Dongguan, *Annuaire statistique de Dongguan 2000*, Pékin, Presses statistiques de Chine, 2000, p. 454-455.
- Bureau des statistiques de Dongguan, *Annuaire statistique de Dongguan 2012*, Pékin, Presses statistiques de Chine, 2012, p. 58, p. 96.
- Bureau des statistiques de Dongguan, *Annuaire statistique de Dongguan 2012*, op. cit., p. 58. Aucune statistique n'est disponible sur la période post-2010.
- Him Chung et Jonathan Unger, « The Guangdong Model of Urbanisation », art. cit., p. 33-41.
- Pour garantir leur anonymat, les noms des personnes et des lieux ont tous été modifiés.



Carte 1 – Carte du village Z
© lam-chong Ip

position de la population du village était homogène jusqu'à ce que le développement de la manufacture d'exportation se traduise par un afflux important de travailleurs ruraux migrants venus d'autres provinces à la fin des années 1980. De 1999 à 2011, la population locale du village Z n'a augmenté que de 13 % pour atteindre 2 308 habitants alors que la population migrante temporaire atteignait 3 585 personnes, soit un taux de croissance de 74 % sur cette même période. Les villageois et les cadres locaux reconnaissent que les recensements officiels ont fortement sous-estimé le nombre de travailleurs migrants. Toutefois, si cette mutation démographique s'est traduite par un sentiment croissant de menace et de perte chez les villageois, il est important de souligner que les habitants locaux ont toujours réussi à préserver un statut différent des travailleurs migrants, tant pour ce qui concerne le permis de résidence (*hukou*) qu'en matière de profession, de coutumes et de mode de vie. Cette différence est visible dans les modes d'utilisation des terres et dans la ségrégation entre les quartiers. Après la réforme économique, les habitants ont peu à peu quitté leurs anciens villages pour s'installer dans une nouvelle zone résidentielle bâtie de part et d'autre d'une voie rapide. Les vieux immeubles datant d'avant Deng Xiaoping ont été pour la plupart loués aux travailleurs migrants. Au nord-ouest et au sud-ouest du « quartier local » (c'est-à-dire du vieux village et du nouveau quartier résidentiel) se trouvent d'importants chantiers de constructions d'usines et de dortoirs ouvriers ainsi que de vastes terrains vagues vidés de leurs habitants par les cadres locaux en vue d'aménagements futurs. Les résidents locaux ont pour la plupart quitté leurs anciennes terres pour s'installer sur un nouvel emplacement situé en plein centre du village (voir carte 1).

Ces dernières années, très peu d'habitants se sont montrés fiers du développement économique de leur village. À première vue, il pourrait s'agir d'un reproche économique. Il est vrai que comparé aux arrondissements urbains fortement industrialisés de Dongguan, comme les villages de Chang'an et Humen, le canton S et le village Z n'ont pas réussi à bâtir de solides fondations économiques. Toutefois, ce sentiment d'infériorité n'est pas la principale raison de leur frustration. Certains résidents ont souligné que seuls les propriétaires d'usines, les promoteurs et les cadres locaux étaient capables de tirer profit des opportunités économiques et de leurs terres pour s'enrichir. Les villageois ont peu à peu réalisé que tout ce que la réforme avait à offrir aux habitants ordinaires était de faux espoirs et le rêve d'une inaccessible réussite individuelle dans une économie où l'argent règne. Au lieu d'embarquer dans le train du capitalisme d'État, ils furent frappés du sort de la prolétarisation après avoir perdu leurs terres – leur seul moyen de subsistance et de production. C'est dans ce contexte politico-économique que les villageois ont également commencé à chercher et à redéfinir leur identité collective.

Le village comme société de classes

Les effets socio-économiques des réformes de marché mises en place en Chine dans les années 1980 ont été l'objet de nombreuses études menées par les chercheurs spécialistes des pays socialistes. L'argument de Victor Nee, selon lequel ce sont les producteurs directs plutôt que les cadres qui ont profité de la transition vers l'économie de marché, a été remis en question par ceux qui mettaient l'accent sur les facteurs de médiation institutionnelle et sur les voies de pénétration du marché⁽¹⁴⁾. Comme l'ont montré Ivan Szelenyi et Eric Kostello dans leurs études approfondies de plusieurs pays socialistes et postsocialistes⁽¹⁵⁾, ces facteurs sont devenus de plus en plus importants pour déterminer l'allocation des ressources dans la dernière phase de la réforme économique, notamment dans certains domaines comme les transactions foncières et la privatisation de la propriété de l'État. Dans le cas de la Chine, l'effet égalisateur produit par l'essor des marchés locaux de produits agricoles dans les années 1970 et au début des années 1980 fut peu à peu neutralisé par l'industrialisation et l'urbanisation à partir des années 1990. Cette évolution a donné lieu à une littérature importante qui identifie les mécanismes sectoriels de création de marchés à partir des droits de propriété étatiques et collectifs, et estime leurs implications sur la stratification sociale⁽¹⁶⁾. À la lumière de ces travaux, cet article se penche sur l'impact de ce tournant dramatique dans la réforme du marché sur l'expérience de classe, les relations sociales et la politique communale dans le village Z.

Perdus dans la transition de marché

Certains résidents âgés de plus de 50 ans se rappellent encore très clairement l'âge d'or de la réforme agricole lorsque, pour la première fois, ils pu-

14. Victor Nee, « A Theory of Market Transition : From Redistribution to Markets in State Socialism », *American Sociological Review*, vol. 54, n° 5, 1989, p. 663-681 ; Andrew Walder, « Property Rights and Stratification in Socialist Redistributive Economies », *American Sociological Review*, vol. 57, n° 4, 1992, p. 524-539 ; Jean Oi, « Fiscal Reform and the Economic Foundations of Local State Corporatism in China », *World Politics*, vol. 45, n° 1, 1992, p. 99-126.
15. Ivan Szelenyi et Eric Kostello, « The Market Transition Debate : Toward a Synthesis? », *American Journal of Sociology*, vol. 101, n° 4, 1996, p. 1082-1096.
16. Yanjie Bian et Zhanxin Zhang, « Marketisation and Income Distribution in Urban China, 1988-1995 », *Research in Social Stratification and Mobility*, n° 19, 2002, p. 377-415 ; Andrew G. Walder, « Political Office and Household Wealth: Rural China in the Deng Era », *The China Quarterly*, n° 186, 2006, p. 357-376 ; Andrew G. Walder, Tianjue Luo et Dan Wang, « Social Stratification in Transitional Economies: Property Rights and the Structure of Markets », *Theory & Society*, vol. 42, n° 6, 2013, p. 561-588.

rent profiter de récoltes fructueuses et jouir d'une plus grande liberté en matière de production et d'échanges marchands. Huang Xiong, 60 ans, est très fier des réussites économiques du début des années 1980 :

Au début des années 1980, c'était la première fois que j'avais tant de céréales à la maison. Les maisons des habitants n'étaient pas assez grandes pour tout stocker. Tout le monde travaillait très dur. Nous récoltions entre 360 et 480 kilos par *mu* alors qu'avant on en récoltait en moyenne à peine 300. Le système de points-travail et les restrictions concernant la distribution de céréales ont été abrogés. Nous mangions autant que nous voulions. En fait, la récolte était bien supérieure à nos besoins de subsistance. Les terres dans notre village étaient presque les meilleures de tout Dongguan. C'est aussi pour cela que nous avons de nos bonnes récoltes.

Ses souvenirs de la première phase de la réforme économique contrastent nettement avec son expérience de paysan à l'époque de la collectivisation sous Mao. Cette anecdote n'est qu'un exemple des effets de la décollectivisation et de la réforme des prix menées entre 1979 et 1984, période durant laquelle le taux de croissance annuel de la valeur des produits agricoles atteignit 7,7 %⁽¹⁷⁾.

Toutefois, à partir du milieu des années 1980, l'essor spectaculaire de l'économie rurale commença à s'estomper dû au ralentissement des effets de la décollectivisation et de la réforme des prix. Le comité de village et le secrétaire du Parti du village Z commencèrent à prendre en charge la gestion des terres et, bien décidés à aménager ces terres pour un usage industriel et commercial, encouragèrent les paysans à abandonner toute production agricole. En échange, chaque paysan avait droit à une compensation annuelle de 500 à 1 000 yuans. La plupart des villageois reconnaissent aujourd'hui qu'ils n'étaient pas vraiment opposés à cette mesure à l'époque parce qu'ils avaient investi dans d'autres affaires dont ils espéraient beaucoup. Huang Qiang est l'un d'entre eux. En 1990, Qiang, alors un jeune homme de 27 ans, était content d'abandonner le fardeau du métier d'agriculteur pour intégrer l'industrie d'exploitation du sable qui était alors en plein essor grâce à la recrudescence des projets de construction dans le delta de la rivière des Perles. Toutefois, son affaire ne put survivre à la concurrence féroce de nombreux autres villageois comme lui. Quelques années plus tard, il retourna dans son village pour y travailler comme garde de sécurité et conducteur de camion.

Dans les années 1990, on pouvait conduire un camion pour livrer des marchandises aux clients. À cette époque, beaucoup de gens faisaient construire et la demande pour le transport de matériaux de construction comme la brique, la pierre et le sable était énorme. Je gagnais entre 10 000 et 30 000 yuans par an. Mais en 1994-1995, le gouvernement du canton nous a soudain retiré nos permis. Deux ans plus tard, les camions étaient interdits de circulation sur les routes principales, et enfreindre cette interdiction était passible de lourdes amendes. Nous ne pouvions conduire que dans l'enceinte du village, ce qui rendait toute livraison impossible.

Qiang s'est depuis reconverti dans l'élevage de poissons et de cochons. Toutefois, quand je lui ai rendu visite en 2005, il semblait abattu et anxieux. Il avait de nouveau peur pour son avenir parce que le gouvernement du canton était en train de lancer la campagne des « Quatre grands nettoyages »

(*siqingli*) qui visait à mettre fin à tout type d'agriculture. À 42 ans, Huang Qiang n'eut d'autre choix que de chercher un emploi comme garde de sécurité dans une usine ou d'intégrer l'équipe de sécurité du comité de village.

Plutôt que de percevoir un revenu de leurs terres, certains villageois ont eu la chance de pouvoir gagner leur vie sans pour autant s'enrichir en louant les logements qu'ils n'occupaient pas à des travailleurs migrants. Mais le marché de l'immobilier du village Z n'était pas aussi florissant que celui d'autres régions plus prospères du delta de la rivière des Perles. Depuis le milieu des années 1990, certains habitants travaillent à leur compte comme camionneurs et offrent leurs services aux petites usines et ateliers locaux. Huang Zhi, 36 ans, s'en sortait mieux que Qiang puisqu'il gagnait entre 2 000 et 3 000 yuans par mois avec sa camionnette. Pour faire face aux coûts grimpants du carburant, de la licence et des péages, surtout pendant les années où le secteur manufacturier de Dongguan était en perte de vitesse, Zhi dut travailler très dur et n'avait presque pas de temps à consacrer à sa famille.

Les transformations entraînées par l'importance grandissante du marché eurent un impact considérable sur la vie des paysans. Bien qu'au début des années 1980 le marché local de récoltes et d'autres produits parallèles ait permis à la plupart des paysans de vivre décemment, cela ne permit pas d'alimenter la croissance de l'économie rurale dans la seconde moitié de cette décennie. La voie de développement capitaliste suivie depuis le début des années 1990, caractérisée par l'industrialisation et l'urbanisation, a privé les paysans de l'usage de leurs terres et a peu à peu réduit l'espace réservé à l'élevage, à la pêche et à l'économie informelle. Ce processus s'est traduit par un accroissement des inégalités économiques au détriment des résidents ordinaires, notamment des petits commerçants et des travailleurs indépendants qui n'avaient pas de liens forts avec les cadres locaux.

L'essor des élites locales au pouvoir

En revanche, le passage d'une économie locale et agricole à une économie fondée sur l'industrie, le capital et l'aménagement des terres à partir des années 1990 eut un impact radicalement différent pour les élites locales. D'abord, au début des années 1980, un grand nombre de capitalistes étrangers, souvent des Chinois d'Outre-mer, commencèrent à acquérir des terrains bon marché dans les villages pour installer puis agrandir leurs sites de production. Par ailleurs, jusqu'à la fin des années 1990, les comités de village et les secrétaires du Parti disposaient d'importants pouvoirs sur les terres collectives sans comptes à rendre à leurs administrés et sans grand contrôle de leurs supérieurs. Ce n'est un secret pour personne que les cadres de village ont alors empoché des commissions sur les transactions foncières et l'aménagement des terrains concernés.

Huang Xingfeng, né dans le village Z, émigra à Hong Kong dans les années 1950 puis y ouvrit une petite usine de fabrication de rotin dans les années 1970. En 1984, il déplaça son site de production dans son village natal où il se vit allouer un grand terrain au nord du village par le secrétaire du Parti, sans aucun contrat écrit. C'est sans doute à cette période que débuta la collusion entre les élites locales et les investisseurs étrangers dans le but d'aménager les terres collectives du village à des fins industrielles et commerciales. Les transactions et la spéculation foncières dans le delta de la rivière des Perles furent plus tard encouragées par le voyage dans le sud de Deng Xiaoping en 1992 et par les réformes économiques soutenues par

17. Yifu Justin Lin, « Rural Reforms and Agricultural Growth in China », *The American Economic Review*, vol. 82, n° 1, 1992, p. 34-51.

celui-ci. Dans le village Z, la totalité des terrains situés au nord fut alors prise d'assaut par des propriétaires d'entreprises, des promoteurs immobiliers et des spéculateurs sans qu'aucune compensation ne fût versée au comité de village. Depuis, les villages n'ont cessé d'être confrontés à des problèmes relatifs aux revenus fonciers, à l'aménagement des terres et aux abus de pouvoir des gouvernements locaux.

Un petit nombre de membres de l'élite locale de l'État et du Parti, dont le secrétaire du Parti du village, Huang Ganzhi, et ses associés, occupaient des postes dans le comité de village depuis le début des années 1970 sous la direction du secrétaire du Parti du canton, Tang Binghua. Ces positions d'influence leur ont permis de s'enrichir grâce à toutes sortes de transactions clandestines. À l'époque de l'afflux de capitaux étrangers, de l'aménagement des terres et de la spéculation, ils s'enrichirent si rapidement qu'ils purent étendre leurs réseaux d'affaires dans d'autres parties de Dongguan dès le milieu des années 1990. Ils se firent d'abord construire des villas luxueuses dans un coin du village, puis quittèrent le village ou émigrèrent à l'étranger après avoir exercé leur pouvoir sans aucun contrôle pendant plus de 20 ans. En dépit de l'existence de certaines relations de clientélisme dans le village et du fait que certains villageois aient tiré profit de ces transactions, les élites au pouvoir ont commencé à perdre le soutien de la population à partir de la fin des années 1990.

Huang Yingbang fait un peu figure d'exception dans ce groupe. En 1979, il construisit un petit atelier avec de l'argent envoyé des États-Unis par son beau-frère. Son enrichissement n'est pas dû à ses activités de production mais plutôt à l'importation illégale de matières premières qui étaient restreintes par un système de quotas d'importation très rigoureux dans les années 1980. Un cadre du gouvernement du canton nous a confié que cela était très courant dans les premières années de la réforme, surtout dans la ville S, située près du fleuve Dong, affluent oriental de la rivière des Perles. Malgré sa participation à des activités illégales, Yingbang était très fier de ne pas avoir profité de la saisie des terres collectives dans son village natal. Et contrairement à Ganzhi et d'autres, Yingbang vivait dans le village et se souciait profondément de son développement.

Huang Guilin, 28 ans, était le gérant de la station électrique du village Z, un poste gouvernemental occupé par son père pendant 40 ans. Guilin, jeune homme né à l'époque de Deng Xiaoping et ayant grandi dans un environnement marqué par la collusion entre le gouvernement et le milieu des affaires, n'a jamais cessé de tirer profit de sa position privilégiée malgré les plaintes des résidents et les commérages qui circulaient à son sujet. À sa prise de poste, il ouvrit aussitôt un petit magasin qui détenait le monopole de l'installation de compteurs électriques. Il se vantait souvent de son amitié avec les propriétaires d'entreprises et de leur respect à son égard. Guilin aimait dire qu'il avait le privilège de pouvoir garer son véhicule dans le parking de l'usine de Xingfeng. Les propriétaires et directeurs d'entreprises prenaient soin de lui surtout parce qu'il contrôlait l'alimentation en électricité, indispensable à leurs activités. Guilin faisait tout pour imiter les nouveaux riches du village, et il méprisait les résidents ordinaires pour leur esprit de clocher et pour leur pauvreté. Comme il me l'a dit franchement, il préfère se promener dans Dongguan au volant de sa Honda Prelude et sortir avec des entrepreneurs et cadres locaux plutôt que de passer son temps avec les autres habitants du village.

Résistance à la prolétarianisation et renforcement de l'identité locale

Les exemples ci-dessus illustrent bien le caractère prédateur des gouvernements locaux chinois déjà souligné ailleurs⁽¹⁸⁾. C'est donc dans ce

contexte de restructuration et de différenciation sociales que j'aborderai la politique territoriale dans le village Z. Contrairement aux récits concernant la formation de classes au sein des élites de pouvoir, l'expérience de classe des villageois ordinaires peut être décrite comme un processus de prolétarianisation, c'est-à-dire que ceux qui ne possèdent pas de terres sont contraints de joindre les rangs de la main-d'œuvre salariée. Toutefois, la plupart des habitants du village ont tout fait pour éviter de finir au bas de l'échelle dans une usine, et c'est pourquoi sur les 50 habitants que j'ai rencontrés seulement trois étaient ouvriers en usine.

La prolétarianisation est un processus qui ne se réalise jamais sans une certaine forme de résistance, qu'elle soit active ou passive. Pendant la révolution industrielle en Europe, les petits paysans ne sont allés à l'usine que s'ils avaient perdu leurs terres ou n'avaient aucun autre moyen de survie. Paysans et artisans se sont battus contre le régime des usines au cours du XIX^e siècle⁽¹⁹⁾. Dans les colonies, avant que les autorités coloniales ne mettent fin à l'agriculture de subsistance en imposant de lourdes taxes, les paysans et les autochtones ont refusé de travailler dans les usines, préférant gagner leur vie au jour le jour⁽²⁰⁾. Dans le village Z, la plupart des habitants refusèrent de travailler aux côtés des travailleurs migrants pour des raisons davantage culturelles qu'économiques. Ils se distinguaient des « ouvriers paysans » (*mingong*) pour affirmer leur statut, leur identité culturelle et leur mode de vie en tant que « gens du pays » (*bendiren*). En général, ils préféraient jouir d'une plus grande autonomie individuelle et d'une plus grande liberté au travail. D'ailleurs, le travail salarié en usine, nécessitant une forte intensité de main-d'œuvre et une discipline rigoureuse, n'a jamais été considéré par les habitants locaux comme une carrière prometteuse. La plupart d'entre eux, peu instruits et parlant le cantonais en plus de leur patois local, n'avaient pas l'habitude de parler le mandarin, *lingua franca* des ouvriers de diverses origines. En somme, leur résistance à la prolétarianisation s'apparentait, d'une manière ou d'une autre, à un renforcement de l'identité locale.

Quand j'ai rencontré Huang Xingxing, 25 ans, pour la première fois, il venait de démissionner de son travail dans une usine de pneumatiques. En tant qu'un des principaux membres de la troupe de danse du lion du village, il participait à l'entraînement avec d'autres jeunes du village dans le nouveau temple ancestral. Il aimait parler de la danse du lion et sortir avec ses amis et montrait une certaine frustration à chaque fois qu'il parlait de son travail :

J'ai obtenu mon diplôme de l'école secondaire en 1995. Le comité de village m'a d'abord dirigé vers une usine de rotin. Ensuite, je suis allé travailler dans une usine de pneus dans la ville F. Le travail était très dur et je faisais des roulements de 12 heures. Tous les jours, je devais déplacer et emballer ces pneus lourds et sales. Puis, une fois que j'ai obtenu mon permis de conduire, je suis allé travailler dans une autre usine comme chauffeur... La femme du patron s'occupait de tout. Elle était mesquine et dure envers moi. Le salaire n'était que de 800 yuans par mois. Je ne pouvais jamais m'arrêter pour souffler. En plus de mon boulot de chauffeur, je devais aussi m'occuper des

18. Minxin Pei, *China's Trapped Transition : The Limits of Developmental Autocracy*, op. cit. ; Alvin Y. So, « Peasant conflict and the local predatory state in the Chinese countryside », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 34, n° 3-4, 2007, p. 560-581.
19. Stephen Marglin, « What do Bosses do ? », *The Review of Radical Political Economics*, vol. 6, n° 2, 1974, p. 60-112 ; Michael Perelman, *The Invention of Capitalism: Classical Political Economy and the Secret History of Primitive Accumulation*, Durham, Duke University Press, 2000.
20. Giovanni Arrighi, « Labor Supplies in Historical Perspective: A Study of the Proletarianisation of the African Peasantry in Rhodesia », *Journal of Development Studies*, vol. 6, n° 3, 1970, p. 197-234.

machines. Il faisait une chaleur étouffante dans l'atelier. Comme je n'en pouvais plus, j'ai fini par démissionner. Il se trouve que notre troupe est sur le point d'aller au Vietnam pour un concours. Donc je chercherai un autre boulot à mon retour.

Voyant que son travail ne le mènerait nulle part, Xingxing rêvait de devenir danseur professionnel dans une troupe de danse du lion. Mais la naissance de son fils mit fin à son rêve. Il savait qu'il ne pouvait compter sur sa femme, ouvrière dans une usine, pour nourrir la famille. Il admit toutefois qu'il avait toujours voulu s'arrêter de travailler pendant quelque temps. À l'été 2006, le gouvernement du canton a subventionné sa troupe pour participer à un concours de danse du lion à l'échelle de la ville. Immédiatement, il quitta de nouveau son emploi pour s'entraîner.

Si beaucoup partagent l'aversion de Xingxing pour le travail en usine, son activité n'est pas typique dans le village pour un jeune de son âge. La plupart des jeunes que j'ai rencontrés travaillent comme gardiens de sécurité pour le comité de village ou comme agents de police pour l'antenne locale du Bureau de sécurité publique. En 2006, les effectifs de policiers et d'agents de sécurité atteignaient environ 100 personnes, soit un représentant de l'ordre pour cinq foyers. Tous ces officiers avaient une histoire similaire. Ils n'étaient pas très instruits et avaient intégré l'Armée populaire de libération quand ils avaient environ 20 ans. La plupart des vétérans avaient été recrutés comme agents de sécurité par le comité de village. Leur recrutement ne tenait peut-être pas à leur force physique ou à leurs capacités de combat. Comme nous l'a expliqué Huang Bingyan, chef de l'équipe d'agents de sécurité, la politique de recrutement avait avant tout pour objectif d'offrir des emplois aux habitants locaux. En fait, même s'il s'est toujours plaint du laxisme des gens du village et préférait employer des non-locaux, il était sans cesse confronté aux pressions des familles locales pour qu'il offre un emploi à leurs fils.

L'augmentation des effectifs du personnel de sécurité allait de pair avec le sentiment de menace qu'éprouvaient les villageois vis-à-vis des travailleurs migrants. Le fait que ces « résidents temporaires » étaient plus nombreux que les habitants locaux créait une demande constante de gardiens de la paix pour la communauté autochtone. Il renforçait aussi le sentiment d'appartenance des villageois et créait un mécanisme de défense contre les gens venus de l'extérieur, surtout les travailleurs migrants. En fait, les habitants locaux n'ont jamais reconnu la contribution des travailleurs venus des provinces de l'intérieur à l'économie du village. Au contraire, ils ont adopté une position défensive en s'occupant du maintien de l'ordre et de la sécurité, et les migrants ont toujours été représentés comme des trublions responsables de tous les maux du village.

Imaginaires et pratiques communautaires en conflit

En bref, les villageois ordinaires se sont créés un nouveau sens d'appartenance dans le contexte de l'effondrement de l'économie rurale, de l'essor du capitalisme industriel, de la prolétarianisation et d'efforts désespérés pour échapper à la discipline du travail. En d'autres termes, la collectivité et l'identité de ce petit village doivent être envisagées comme un processus dans lequel interagissent des forces de territorialisation et de déterritorialisation.

En 2005, le village Z m'a été présenté par un cadre du gouvernement du canton en charge des affaires culturelles. Huang Jun, le père de Guilin et



Photo 1 – Centre culturel Zhixing

© lam-chong ip



Photo 2 – le défilé en l'honneur de Jiangwang

© lam-chong ip

vice-directeur de la troupe de danse du lion Zhixing, fut mon premier contact dans le village. Il avait commencé son travail bénévole après la retraite. Nous nous sommes rencontrés dans un immeuble de trois étages portant le nom de « Centre culturel Zhixing » (voir photo 1) ; c'était le bureau et le lieu d'entraînement de la troupe. C'était aussi l'édifice public le plus récent et le plus imposant du village, occupant un espace de 6 000 mètres carrés dans la partie nord-est du village et faisant face au sud-ouest. L'immeuble se situe à côté du temple ancestral, un bâtiment vieux de 300

ans. Jun m'expliqua que ce dernier servait autrefois de temple ancestral pour le lignage des Huang, surtout pour les habitants de la partie est du village. Le nom de Zhixing provenait également de leur ancien temple ancestral, le temple de Zhixing. Quand j'ai demandé pourquoi le centre culturel était plus grand que le bâtiment qui abrite le comité de village, Jun sourit sans donner d'explication.

Huang Yingbang, un entrepreneur local prospère, était le fondateur et directeur de la troupe de danse du lion. Au début des années 1990, les adultes du village se plaignaient des problèmes de délinquance juvénile et du degré élevé d'abandon scolaire chez les jeunes. Yingbang et quelques autres villageois plus âgés eurent alors l'idée de créer une troupe de danse pour occuper les garçons. À leur surprise, cette troupe remporta rapidement un franc succès et gagna même le premier prix dans une compétition nationale en 1996. Les villageois et les cadres du canton étaient tous très fiers de cette réussite. En 1998, ils levèrent de l'argent auprès d'un riche villageois résidant à Hong Kong pour construire le centre culturel.

Ce projet était un nouvel exemple de la canalisation de la nouvelle richesse des habitants locaux et Chinois d'Outre-mer dans la construction ou la rénovation de sites destinés à des rites communautaires. Malgré son implication dans des trafics illicites dans les années 1980, Yingbang se bâtit une bonne réputation grâce à cette troupe de danse. Son succès lui valut même une certaine autorité morale qui finit par défier l'autorité déclinante des cadres du village. Yingbang était en conflit avec Ganzhi, le secrétaire du Parti du village, depuis qu'il avait été écarté de la direction du village à la fin des années 1970. Il était clair que le projet de centre culturel était pour Yingbang une tentative de marquer son empreinte et de revendiquer un nouveau territoire lignager parallèle à l'autorité du gouvernement local. Le centre culturel offrait non seulement un lieu d'entraînement pour la troupe de danse mais aussi un espace de travail pour les groupes de la partie est du village Z.

Afin d'entraver les efforts de Yingbang, Ganzhi rejeta d'abord la demande déposée par Yingbang pour obtenir un terrain, mais il finit par céder face aux pressions du gouvernement du canton et du donateur. Ganzhi riposta en tentant de lancer un autre projet, encore plus impressionnant, à savoir la construction d'un nouveau bâtiment pour le gouvernement du village juste en face du centre culturel, peut-être pour démontrer physiquement son pouvoir. Mais les difficultés financières du village étaient telles qu'il ne parvint pas à trouver les fonds nécessaires. Pour diverses raisons, il quitta son poste en 2004 et le projet fut abandonné. Cette anecdote met en lumière le processus d'édification d'une communauté. D'une part, les élites locales peuvent gérer un nouvel espace territorial en ravivant des traditions lignagères, des liens de solidarité et des réseaux de toutes sortes, et en contournant les relations de clientélisme dominées par les cadres locaux. D'autre part, la collaboration avec les échelons supérieurs du gouvernement et les réseaux de villageois d'Outre-mer s'avère être une stratégie payante pour acquérir et préserver une certaine autonomie.

Beaucoup d'adolescents recrutés par Yingbang pour intégrer la troupe de danse à la fin des années 1990 ont fini comme agents de sécurité ou de police. En dépit de son pouvoir moral et de ses réseaux personnels, il ne s'est pas présenté explicitement comme un adversaire du pouvoir politique au niveau du village. En fait, dans son milieu, les objectifs socioculturels et les fonctions religieuses l'emportaient sur les ambitions politiques. Par exemple, la troupe de danse a représenté la partie est du village dans le défilé en l'honneur de Jiangwang, un dieu protecteur du lignage des Huang, installés dans le village Z et le village Q.

J'ai assisté à ce défilé en 2006 (voir photo 2). Le deuxième jour du dixième mois du calendrier lunaire, les hommes des parties est et ouest du village Z et ceux du village Q se sont relayés pour porter la statue de Jiangwang autour de « Jinshan », l'ancien nom d'un territoire qui regroupe maintenant plusieurs districts administratifs. Le parcours du défilé incluait non seulement des lieux sacrés tels que le temple de Jiangwang, plusieurs temples ancestraux et le centre culturel Zhixing, mais aussi les résidences et entreprises de certaines « personnalités » locales qui le plus souvent avaient contribué financièrement aux festivités et avaient fait des dons au bureau du comité de village. Aux côtés des esprits, des déités et des ancêtres, les hommes d'affaires influents ainsi que les cadres locaux étaient devenus les gardiens de la juridiction politico-rituelle locale.

Le processus de reterritorialisation sur la base des rites fut initié et perpétué en s'appuyant sur les liens sociaux masculins et sur un sens commun d'appartenance plutôt que sur des croyances superstitieuses. Le soir après le rassemblement, un grand festin fut organisé avec un spectacle de chant et de danse gratuit pour tous les villageois dans le centre culturel. Les activités représentaient un mélange de solidarité communautaire, de mémoire historique et d'autorité morale, et constituaient un espace *minjian* opposé à l'exercice du pouvoir de l'État⁽²¹⁾. À la fin des festivités, Yingbang, satisfait de l'organisation et du déroulement de la soirée, déclara : « le spectacle de ce soir a été fantastique et très vivant. C'est ça, passer un bon moment. Ce que l'on prend au peuple est utilisé dans l'intérêt de la population. Oublions toutes ces formalités officielles. Je ne veux pas de ces discours ennuyeux de dirigeants [*lingdao*]. Le plus important, c'est de passer un bon moment ensemble ».

Solidarité lignagère et conflits électoraux

Récemment, de nombreuses études ont été consacrées à la réapparition des organisations et des traditions lignagères et aux rapports qu'entretiennent celles-ci avec les échelons supérieurs de l'État, notamment dans le sud de la Chine⁽²²⁾. Tout en partageant les observations de ces travaux, cette étude avance que la résurgence de l'espace rituel et des organisations communautaires peut être considérée comme un mouvement populaire permettant aux villageois d'incarner à nouveau l'espace rural et de lutter contre la prolétarianisation. Il s'agit en quelque sorte d'une reprise de l'espace social des mains de l'État modernisateur pour le rendre aux pratiques quotidiennes. Ces pratiques réactivent la régularité du festival de même que la spatialité imaginée du lieu lignager, local et spirituel plutôt que de se laisser happer par une fuite en avant incontrôlée dictée par les impératifs capitalistes, l'homogénéisation de l'espace et la discipline corporelle.

La solidarité lignagère n'est pas seulement mise en scène dans les rituels ; elle est aussi profondément ancrée dans les organisations sociales, y compris dans les groupes de descendance très attachés à leur identité territoriale. Avant l'arrivée du PCC au pouvoir, il s'agissait de petits groupes de parenté ou de descendance qui partageaient le nom de Huang et revendiquaient

21. Mayfair Mei-hui Yang, *Gifts, Favors, and Banquets: The Art of Social Relationships in China*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 1994, p. 317 ; Mayfair Mei-hui Yang, « Spatial Struggles: Postcolonial Complex, State Disenchantment, and Popular Reappropriation of Space in Rural Southeast China », *The Journal of Asian Studies*, vol. 63, n° 3, 2004, p. 719-755.

22. Mayfair Mei-Hui Yang, « Spatial Struggles », art. cit. ; Tangbiao Xiao, « Analysis of the Impact of Lineage on the Power Distribution and Operation in Village Governance », *Journal of Beijing Administrative College*, n° 3, 2002, p. 1-6 ; Tangbiao Xiao, « Clan and Village Government in Today's China », *Journal of Literature, History & Philosophy*, n° 4, 2006, p. 156-163 ; Chee-Beng Tan (éd.), *Southern Fujian: Reproduction of Traditions in Post-Mao China*, Hong Kong, The Chinese University Press, 2006.

une descendance commune. Les villageois appartenant aux mêmes groupes de parenté, renommés « équipes de production » sous Mao, habitaient dans les mêmes quartiers et priaient dans leur propre temple ancestral qui était symboliquement associé au temple Zhixing depuis des générations. La collectivisation engagée par Mao renforça encore davantage les relations sociales malgré l'appellation d'« équipes de production ». Les villageois appartenant au même groupe de descendance avaient ainsi travaillé ensemble dans la même unité de production ou la même unité de travail pendant presque 30 ans. Dans les années 1980, après que les habitants eurent abandonné l'agriculture, ces équipes furent renommées « groupes de village » et fonctionnaient principalement comme des groupements résidentiels mais aussi comme des groupes de défense d'intérêts. Les chefs de groupes de villages, élus par les villageois, étaient en charge de la collecte des loyers agricoles, même si la gestion des terres restait dans les mains du comité de village. Pour les villageois, la propriété collective était un droit non seulement pour l'individu mais aussi pour le groupe de descendance. C'est pourquoi les chefs de village ont joué un rôle important dans les conflits locaux.

Après le départ du secrétaire du Parti du canton, Tang Binghua, en 2003, Huang Zhanji, un des associés de Ganzhi, succéda à ce dernier au poste de secrétaire du Parti du village. Mais Zhanji démissionna très vite et l'organisation du Parti nomma Huang Zhenhe en 2004 pour le remplacer. Zhenhe, un habitant du village né dans les années 1970 et membre d'un groupe de descendance, avait quitté le village dans les années 1980 pour faire ses études, rejoint le Parti dans les années 1990 quand il était à l'université, et travaillé comme directeur d'usine pendant plus de dix ans avant de prendre le poste de secrétaire du village. Il était toutefois considéré par les habitants locaux comme un étranger et comme un pantin contrôlé par les associés de Ganzhi. Les villageois appartenant à des groupes de descendance en profitèrent pour défier l'autorité du gouvernement. Plutôt que de poser un défi physique à la direction du Parti, ils décidèrent d'opter pour la prudence en organisant une protestation devant une usine d'électronique dont le propriétaire était accusé d'occuper leur terre sans leur avoir versé de compensation. Certains détruisirent même un mur à l'aide d'un tracteur, si bien que le gouvernement du canton dut dépêcher une équipe de policiers anti-émeutes pour disperser la foule. Les protestataires firent suffisamment de bruit pour être entendus par les cadres supérieurs sans confronter directement le gouvernement.

En 2005, les chefs de ce mouvement de protestation, Yuezhen et Zhikun, bénéficièrent du soutien des villageois, surtout des chefs de village, pour se présenter aux élections locales. En dépit des récriminations des habitants, le secrétaire du Parti du village et le gouvernement du canton refusèrent d'inscrire Yuezhen et Zhikun sur la liste des candidats au premier tour du suffrage. Plus de 400 villageois en profitèrent pour inscrire les noms de ces derniers dans la rubrique « *lingxuan taren* » (« autres choix »). Finalement, Huang Zhiyuan et Huang Zhigang, membres du Parti et candidats choisis par le Parti, ne parvinrent pas à remporter plus de la moitié des voix au premier tour. Lors du second tour, probablement par crainte d'échauffourées, le gouvernement du canton accepta d'inscrire les noms de Yuezhen et Zhikun sur la liste. Ceux-ci finirent par remporter l'élection avec plus de 700 voix et furent élus respectivement président et membre du comité de village. Le bruit courut que leur victoire était due à Yingbang qui aurait encouragé les villageois, notamment les membres et supporters de la troupe de danse du lion, à inscrire le nom de Guilin, le gérant de la station électrique, au premier tour. Mais Guilin annonça qu'il se retirait du second tour de l'élection et ses voix se reportèrent vers Yuezhen et Zhikun.

Après l'élection, le conflit foncier continua avec un conflit entre le secrétaire du Parti et les groupes de descendance du village. Zhenhe proposa de vendre la majorité des terrains restants à des promoteurs et de construire des usines sur les autres terrains pour les louer. Toutefois, beaucoup de villageois souhaitaient d'abord répartir les terrains entre le comité de village et les groupes de descendance avant de les exploiter. Huang Qiu, un des chefs de groupe de village, utilise la logique de la répartition lignagère pour justifier cette proposition :

Mettre tous les terrains ensemble n'a pas de sens. Il est normal de répartir. C'est comme pour un père vis-à-vis de ses fils arrivés à l'âge adulte. La division de la terre et de la propriété, c'est la règle. Comment pourraient-ils vivre et travailler ensemble ?

Le comité de village est donc présenté comme un père par les villageois, et ceux-ci comme ses enfants – obéissants mais ayant droit à une partie de la propriété familiale. L'économie morale⁽²³⁾, inspirée par les métaphores du lignage, de la branche (*fenfang*) et de la famille, était plus importante que tout autre concept de justice socio-économique ou de droit civique. Les villageois obtinrent gain de cause quand ils exigèrent la redistribution des revenus annuels des terres agricoles selon les groupes de village, et parvinrent également à faire abandonner, du moins temporairement, le projet du secrétaire du Parti. Les groupes locaux de solidarité comme ceux qui sont affiliés à des temples ou à des lignages sont des institutions informelles qui demandent des comptes aux autorités locales en ce qui concerne le bien-être de la population⁽²⁴⁾. Leur pouvoir, limité à la défense des intérêts, n'est toutefois qu'une forme de résistance mineure qui ne parvient pas à défier l'État développementaliste et son projet économique sur le long terme.

Avec peu de moyens et peu d'expérience dans les domaines autres que l'agriculture, les chefs de village ne réussirent pas à attirer des capitaux extérieurs ni à mettre en œuvre des projets alternatifs de développement, surtout à un moment où la fièvre de l'investissement s'était quelque peu atténuée à Dongguan. En 2006, les gouvernements de la ville et du canton se sont regroupés et ont offert 90 millions de yuans pour l'acquisition de tous les terrains situés au sud du village Z, la plus grande parcelle du village. Malgré une certaine réticence, tous les groupes de village ont accepté cette offre. Comme l'a expliqué Huang Qiu, un chef de groupe de village, tous les habitants souhaitaient que le village se développe économiquement, et la proposition du gouvernement était pratiquement la seule option. Ils craignaient que, s'ils rejetaient l'offre, le gouvernement de la ville les exproprie au nom de l'intérêt public et ne leur accorde qu'une maigre compensation. Les villageois furent heureux de recevoir 10 000 yuans par foyer une fois l'accord conclu.

La lutte électorale et le conflit foncier présentés ci-dessus sont survenus à un moment où le contrôle communal des terres était devenu de plus en plus difficile à préserver. Avec les nouvelles réglementations sur l'utilisation des terres, la formalisation et la sophistication des procédures d'expropria-

23. Ce concept, développé par Edward P. Thompson et James C. Scott, fait référence à la perception et au raisonnement moral des paysans et artisans dans les sociétés précapitalistes. Leurs études ont montré que le consensus et la réciprocité jouent un rôle plus important dans les actions des gens que la rationalité calculée et dictée par le marché. Voir T. C. Arnold, « Rethinking Moral Economy », *American Political Science Review*, vol. 95, n° 1, 2001, p. 85-95 ; J. C. Scott, *The Moral Economy of the Peasant*, New Haven et Londres, Yale University ; E. P. Thompson, « The Moral Economy of The English Crowd in the Eighteenth Century », *Customs in Commons*, New York, The New Press, 1971, p. 185-258.

24. Lilly L. Tsai, « Solidary Groups, Informal Accountability, and Local Public Goods Provision in Rural China », *American Political Science Review*, vol. 101, n° 2, 2007, p. 355-372.

tion, et l'ampleur du développement, les habitants ont eu de plus en plus de difficultés à revendiquer le droit à leurs terres. La décentralisation du contrôle communal des terres avait placé la régulation foncière dans les mains des cadres de l'État qui géraient ces terres conformément à la loi, mais de manière plus capitaliste. Les élections de village, comme l'ont montré les spécialistes de la démocratie de base en Chine ⁽²⁵⁾, sont certes un moyen pour les villageois locaux d'accroître leur participation politique, mais elles permettent aussi au régime de parti unique de retrouver une certaine légitimité. Le cas du village Z confirme les observations de ces chercheurs, à savoir que les élections atténuent la défiance vis-à-vis du régime et aident à restaurer la légitimité de l'État développementaliste et celle du processus urbain, et que cela se produit aux dépens d'une plus forte participation des habitants aux affaires du village.

L'action collective des villageois demeure faible essentiellement à cause du manque d'un leader capable de s'adapter, facteur d'ailleurs identifié par les recherches récentes sur le sujet ⁽²⁶⁾. Après que les conflits au sein du village se furent quelque peu calmés, les cadres du canton ont tenté de pacifier les dissidents en les assimilant ou en les achetant. La gestion de Yuezheng ne put modifier fondamentalement la structure de pouvoir dans le village dirigé par le Parti. Lors de l'élection suivante, Yuezheng décida de ne pas se représenter, probablement parce qu'on lui avait entre-temps proposé un poste dans le gouvernement du canton. Une fois la responsabilité de l'aménagement du village en grande partie conférée aux gouvernements de la ville et du canton, les controverses concernant certaines petites parcelles de terrain devant être aménagées par le gouvernement du village n'ont plus provoqué de conflits sérieux. Les villageois ont perdu toute influence, même s'ils étaient déçus par le bilan de Yuezheng et par les maigres dividendes tirés des loyers fonciers payés par les usines. Sans grande opposition, Zhiyuan, choisi de nouveau par la nouvelle direction du canton, fut élu président du comité de village aux élections de 2008 et 2011. Il finit également par remplacer Zhenhe au poste de secrétaire de la section du Parti.

Conclusion : le conflit territorial

Les récentes formes de résistance populaire en Chine – contentieux, protestations et rassemblements, élections locales – ont attiré l'attention des médias et des chercheurs ⁽²⁷⁾. Toutefois, ces descriptions, souvent informées par des notions libérales, n'accordent pas une attention suffisante au contexte postsocialiste. L'ère de la collectivisation maoïste a non seulement mis en place une bureaucratie étatique léniniste qui a pénétré jusque dans les villages, mais elle a aussi permis de consolider un réseau de villages fragmenté. La Révolution culturelle n'a pas réussi à éliminer complètement les religions populaires ou l'imaginaire territorial chez les paysans. Au Guangdong, surtout après la décollectivisation, les liens de lignage sont devenus le cadre fondamental d'une résistance fragmentée ⁽²⁸⁾. La « fragmentation de la société » par la pénétration de l'État, mise en lumière par Vivienne Shue dans les années 1980, continue de limiter le nombre et l'intensité des conflits dans les villages ⁽²⁹⁾. Les insurrections sont tellement fragmentées qu'elles constituent à peine un exemple de société civile au niveau local, sans parler du niveau national.

Les autorités centrale et locales post-maoïstes, embrassant les principes du développement capitaliste, cherchent à corroder ces identités locales qui représentent pour elles un obstacle à l'accumulation de capital et à l'urbanisation qu'elles encouragent ⁽³⁰⁾. Elles privent les habitants des villages de tout pouvoir ou droits directs concernant la production et l'appropriation

des terres, mais les confinent à leurs attachements culturels ou rituels à leurs territoires imaginaires. Cette étude contribue aux discussions sur l'urbanisation encouragée par l'État et sur l'essor des localités en Chine en mettant en lumière les processus politico-économiques conflictuels, la polarité des classes et la prolétarianisation. Ces éléments ont des implications sur la politique culturelle dans la mesure où l'imaginaire communautaire-territorial et la contestation sont en plein essor à un moment où la prolétarianisation croît fortement et où les gens essayent de lutter contre cette évolution. Il s'agit donc d'une lutte socio-spatiale pour le « collectif » plutôt qu'une douce transition vers le marché. En somme, la contestation concernant les espaces urbains fait participer le nouvel engouement pour les territoires communaux d'une part, et l'émergence de l'autorité locale aux niveaux du village, du canton et de la ville d'autre part, à la machine de croissance urbaine.

■ Traduit par Raphaël Jacquet.

■ lam-Chong Ip est maître de conférences en études culturelles à Lingnan University. Ses recherches portent sur le développement urbain, les mouvements sociaux, l'histoire intellectuelle chinoise contemporaine et le néolibéralisme dans un contexte non-occidental.

Department of Cultural Studies, Lingnan University, Tuen Mun, NT, Hong Kong (chong@ln.edu.hk).

25. Jean C. Oi, « Economic development, stability and democratic village self-governance », in Maurice Brousseau et al. (éds.), *China Review*, 1996, Hong Kong, The Chinese University Press, 1996, p. 125-144 ; Gunther Schubert, « One-party rule and the question of legitimacy in contemporary China : Preliminary thoughts on setting up a new research agenda », *Journal of Contemporary China*, vol. 17, n° 54, 2008, p. 191-204.
26. Lianjiang Li et Kevin O'Brien, « Protest Leadership in Rural China », *The China Quarterly*, n° 193, 2008, p. 1-23 ; Xianwen Kuang et Christian Göbel, « Sustaining Collective Action in Urbanising China », *The China Quarterly*, n° 216, p. 850-871.
27. You-tien Hsing, *The Great Urban Transformation*, op. cit., p. 6 ; p. 211 ; Kevin O'Brien et Lianjiang Li, *Rightful Resistance in Rural China*, New York, Cambridge University Press, 2006.
28. Ching Kwan Lee et You-tien Hsing, « Social Activism in China: Agency and Possibility », in Ching Kwan Lee et You-tien Hsing (éds.), *Reclaiming Chinese Society : The New Social Activism*, New York, Routledge, 2010, p. 8 ; Luigi Tomba, « Awakening the God of Earth: Land, Place and Class in Urbanising Guangdong », in Beatriz Carrillo et David S. G. Goodman, *China's Peasants and Workers : Changing Class Identities*, Northampton, MA, Edward Elgar, 2012, p. 40-61.
29. Vivienne Shue, *The Reach of the State: Sketches of the Chinese Body Politics*, Stanford, Stanford University Press, 1988.
30. Arif Dirlik, « Place-based imagination and the politics of place », *Review*, vol. 22, n° 2, 1999, p. 151-87. Mayfair Mei-Hui Yang, « Spatial Struggles: Postcolonial Complex, State Disenchantment, and Popular Reappropriation of Space in Rural Southeast China », art. cit.